

Revue
de l'Institut
de sociologie

Revue de l'Institut de Sociologie

85 | 2015

Migration, amour et État : un ménage à trois

Les Amoureux au ban public. La voix des couples franco-étrangers mobilisés

Charlotte Rosamond et Inès Hamai



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ris/297>

Éditeur

Université libre de Bruxelles - ULB

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2015

Pagination : 197-209

ISSN : 0770-1055

Référence électronique

Charlotte Rosamond et Inès Hamai, « *Les Amoureux au ban public. La voix des couples franco-étrangers mobilisés* », *Revue de l'Institut de Sociologie* [En ligne], 85 | 2015, mis en ligne le 31 décembre 2018, consulté le 24 juillet 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ris/297>

Revue de l'Institut de Sociologie

« Les Amoureux au ban public »

La voix des couples franco-étrangers mobilisés

Charlotte Rosamond et Inès Hamai

Coordinatrice nationale et volontaire en service civique

Association de soutien aux *Amoureux au ban public*

La contribution se concentre sur l'action de sensibilisation entamée en 2015 par l'association française de défense des droits des couples franco-étrangers *Les Amoureux au ban public* : la publication de l'ouvrage *Haut les cœurs !* fait de témoignages sous forme des lettres rédigées par un membre du couple et adressées à des amis, des personnes de l'entourage familial ou autre. Le témoignage est le principal levier d'action de l'association. Le témoignage permet aussi aux couples d'échanger avec d'autres individus ayant vécu des problèmes similaires, de se réapproprier leurs histoires et de se libérer de la tutelle administrative. Le témoignage est utilisé pour sensibiliser l'opinion publique, sans se faire piéger par les impératifs des médias. Ce propos n'est pas anodin, mais il impose une réflexion sur la nécessité de réinventer la forme du témoignage, afin de choisir parmi la pluralité des supports celui qui s'adapte le mieux à l'objectif des individus mobilisés et aux développements de l'association.

The paper focuses on the 2015 campaign organised by the French association 'Les Amoureux au ban public': for the defense of binational couples' rights with the publication of the book "Haut les cœurs!" collecting binational couples' stories. These stories are presented as letters written by a member of the couple to a friend, an enlarged family member or else. Stories and experiences narrated by couples as testimonies are the key lever for the associative action. They also allow the couples to share with other couples, to remind themselves and reclaim their own histories and to be freed from administrative control. The stories are also used to raise awareness in the public opinion without being constraint by the media modalities. According to the association, this aspect should not be neglected and implies the reinvention of the modality to collect and use stories: to choose among the plurality of supports the best one that complies with the aim of the individuals engaged in the association and the associative changes.

Régimes de conformité : régulation des familles, des migrations,
des frontières de l'État-nation

Mon amour te condamne-t-il en même temps qu'il te nourrit ? Ton amour m'oblige-t-il à assumer le poids de la politique étrangère de mon clan ? Devons-nous choisir entre la violence de ton pays et la fermeture à l'autre du mien ?

Ces quelques mots résument la réalité vécue par Fanny et Alejandro, couple franco-hondurien en proie à l'incertitude quant au pays qui pourra accueillir leur histoire d'amour et leur vie de famille. Ils sont extraits de l'ouvrage collectif

« Haut les cœurs ! », rassemblant une quinzaine de témoignages recueillis par le mouvement *Les Amoureux au ban public*.

La seule consigne qui ait présidé la constitution de ce recueil publié en 2015 était de soumettre au lecteur une lettre, qu'elle ait été réellement envoyée à son destinataire ou non, quand bien même elle aurait été rédigée dans l'unique objectif de témoigner. Une quinzaine de couples franco-étrangers ont ainsi été publiés. Leurs interrogations, leur colère, leur dialogue avec un proche, leur interpellation au préfet ou au président de la République, sont le reflet de la situation qu'ils ont vécue et des difficultés rencontrées par des milliers de couples binationaux face à l'administration.

Victimes d'un régime juridique instable et liberticide qui exige du ressortissant étranger de demander l'autorisation d'entrer et de séjourner sur le territoire, certains de ces couples ont en effet décidé de se mobiliser dès 2007 afin de défendre leur droit à mener une vie amoureuse et familiale sans obstacles administratifs. C'est ainsi que naissent *Les Amoureux au ban public*, par la volonté de centaines de couples de mener un combat pour la liberté d'aimer. L'initiative de ce mouvement construit en développant le pouvoir d'agir des couples, si elle n'est pas inédite, reste jusqu'à présent remarquable dans le paysage associatif français.

Le fonctionnement horizontal du mouvement n'obéit pas aux structures hiérarchiques classiques, intégrant les personnes directement concernées dans la mobilisation et la prise de décision.

C'est en tant que porteur de parole des couples franco-étrangers que le mouvement *Les Amoureux au ban public* assure sa mission de relais et de sensibilisation du public à la cause des unions binationales en France, en s'appuyant principalement et directement sur le témoignage.

Source directe et authentique d'information sur la situation des couples franco-étrangers, les témoignages sont au cœur de l'action des *Amoureux au ban public* à la fois en tant que levier d'action, vecteur d'émancipation des couples concernés et instrument de lutte contre les préjugés.

Le témoignage comme principal levier d'action

En réunissant les couples franco-étrangers dans le cadre de permanences d'accueil et de soutien, le mouvement *Les Amoureux au ban public* favorise la rencontre de trajectoires variées et le partage spontané de l'expertise empirique acquise au fil des démarches personnelles.

Bonjour Guillemette, je voudrais avant tout vous remercier pour la très grande gentillesse avec laquelle vous nous avez reçus hier soir. Les explications que vous m'avez fournies, ainsi que les témoignages des autres couples présents m'ont été d'une grande aide. Certains points qui étaient pour moi très obscurs se sont éclaircis

[...] Quoi qu'il en soit merci encore pour le moment partagé hier, pour les informations données, et surtout, pour la grande humanité et gentillesse avec laquelle vous nous avez accueillis ¹.

Au-delà de l'accompagnement juridique qui sera potentiellement mis en place par les membres du mouvement, juristes ou non, c'est une occasion privilégiée de susciter chez ces couples la prise de conscience que l'exclusion subie et ressentie n'est pas dirigée personnellement contre les individus mais qu'elle est le résultat d'une volonté politique forte à l'encontre des personnes migrantes.

Tous n'ont en effet pas conscience de cette dimension politique dans les difficultés qui les mènent à devoir rechercher un conseil, une solution ou un soutien pour sortir de l'impasse. Chacun cherchant d'abord à savoir comment constituer un dossier, comment rédiger un recours et à qui l'adresser, savoir aussi ce que dit la loi, si une erreur a été commise.

C'est pourtant à ce moment-là que surgissent les récits des parcours de chacun, de la rencontre amoureuse et des difficultés rencontrées. Face aux personnes bénévoles et aux couples présents autour de la table, c'est un premier témoignage qui se révèle : oral, spontané et souvent empreint d'une grande émotion.

Si dans un premier temps il endosse la fonction d'exutoire pour ces couples mixtes en leur permettant d'exprimer leur désarroi, colère, déception, angoisse ou indignation, souvent trop difficiles à expliquer et même à formuler à leur entourage (familial, professionnel et amical), ce témoignage constitue aussi et surtout un premier acte de mobilisation et de lutte contre la situation subie.

En effet, c'est au gré des échanges et des rencontres entre les couples qu'un glissement s'opère progressivement et que la parole devient commune et collective. C'est à travers cette expression libre que se construisent les revendications des *Amoureux au ban public* depuis la création du mouvement. Ce « Nous, couples franco-étrangers » est d'abord celui de celles et ceux qui, en quittant les réunions, expriment leur soulagement de ne plus se sentir isolé et coupable d'aimer une personne de nationalité étrangère.

Les couples qui s'engagent au sein du mouvement *Les Amoureux au ban public* et le font vivre le temps qu'ils peuvent, ne sont pas exclusivement composés de personnes militantes ou engagées. C'est pourtant bien autour de ces témoignages que se construit l'apprentissage de la défense de ses droits et de l'action collective.

Ainsi, cette parole, dont la valeur d'expertise est pleinement reconnue au sein du mouvement, est valorisée y compris dans les publications destinées en premier lieu à un lectorat professionnel (acteurs associatifs, juristes, institutionnels, politiques...), tel que le rapport d'observation « Peu de meilleur, trop de pire » publié en 2008. Au même titre que les informations d'ordre juridique, les focus sur l'évolution des politiques menées en termes d'immigration et que le décryptage des pratiques administratives, les témoignages des couples occupent une place essentielle dans la compréhension de la problématique.

Trois ans et demi d'amour, trois ans de mariage, nous avons bâti notre vie en toute légalité suivant les exigences du gouvernement... Et voilà que le préfet rejette la demande de renouvellement de titre de séjour de mon mari au motif que nous n'avons pas de communauté de vie. Le refus est assorti d'une obligation de quitter le territoire français ! Quel délit avons-nous commis ? Probablement très désireux de trouver les étrangers à expulser afin de remplir le quota d'expulsions, le policier chargé de l'enquête sur notre mariage a formulé un « scénario » permettant de fabriquer un clandestin de plus. Quel pouvoir ! On nous reproche de ne pas avoir de vie commune au motif que mon mari a vécu entre Paris et Montpellier l'année dernière pour des raisons professionnelles ².

Huit ans plus tard, *Les Amoureux au ban public* se saisissent à nouveau de ce format et proposent un nouveau rapport d'observation (à paraître au troisième trimestre 2016) construit autour du ressenti des couples dans leur rapport avec les administrations. À partir d'interviews menées suivant la méthodologie de l'enquête sociologique qualitative, il s'agira de révéler les ruptures d'égalité liées au traitement des demandes d'une administration à une autre selon leur lieu d'implantation et de dénoncer ainsi une forme de discrimination des couples franco-étrangers entre eux, selon leur territoire de résidence (municipalité, département).

C : Même nous, on ne pouvait pas imaginer que ça allait être si embêtant que ça et qu'on allait autant nous faire tourner la tête.

H : On avait deux couples d'amis qui se sont mariés et ils n'ont pas eu de soucis. C'est pour ça que je me suis dit, moi aussi peut-être c'est la même chose ! [...]

C : Il y a toujours la couleur politique de la mairie mais je sais que c'est une mairie qui a toujours eu le cul entre deux chaises, entre PS et UMP donc je ne pouvais pas présupposer l'orientation qu'il pourrait y avoir. Quand on s'est présenté à la mairie, ça a été la guerre. Grosso modo, j'ai d'abord appelé et je suis tombée sur un homme qui nous a dit aucun souci, vous venez et on vous donne la liste des papiers et vous revenez ensuite avec tous vos papiers. Je lui ai vraiment demandé, vous êtes sûr je ne dois rien ramener et il m'a dit non non c'est bon. On y va le lendemain avec H car il m'avait dit que c'était mieux d'y aller ensemble. Finalement, ça aurait peut-être été mieux que j'y aille toute seule, je ne sais pas [rire de C]. Du coup, on tombe sur une femme qui tout de suite nous demande des justificatifs d'habitation ce qui nous a étonnés étant donné ce que nous avait dit la personne du téléphone ³.

Témoigner pour se réapproprier son histoire et se libérer de la tutelle administrative

Dans leurs confrontations avec la politique migratoire et, à une échelle plus proche, avec l'administration, les couples franco-étrangers ont dû apprendre à

raconter leur histoire en la résumant à un enchaînement de dates, de faits et d'événements successifs afin de satisfaire pleinement le fonctionnaire, le policier, le juge en quête d'indices probants pour évaluer « leurs intentions matrimoniales » et, ainsi, attester ou non de l'authenticité des unions enquêtées.

Si un couple franco-étranger a le désir de se marier, il doit en effet se raconter au cours d'une audition préalable. Dans les cas donnant lieu à une saisine du procureur, le couple peut être amené à dévoiler son intimité devant des policiers ou des gendarmes. De même, la demande de titre de séjour ou de visa exige la présentation de preuves tangibles de « communauté de vie », allant de l'attestation d'hébergement aux factures, en passant par les courriers officiels [...] Ce sont donc des facettes entières de leur quotidien que ces couples sont amenés à dévoiler à différents représentants de l'autorité étatique dans ce véritable parcours du combattant pour faire reconnaître « la validité » de leur union.

Lorsque les couples sont contraints de faire valoir leurs droits devant les tribunaux, il s'agit de présenter des photographies, des attestations de l'entourage, et plus généralement de tout type d'information venant corroborer le recours rédigé par l'avocat, avec toujours pour enjeu principal l'impératif d'apporter les preuves de l'authenticité de leur relation.

L'embarras de ces personnes est d'autant plus vif que leurs parcours personnels, le passé sentimental de l'un et le passé migratoire de l'autre, les actes les plus anodins, sont scrutés minutieusement par l'administration qui produit son propre récit de l'histoire du couple, en apportant ainsi un avis sur la qualité du lien conjugal.

En l'espèce, Mme X souffre d'un taux d'incapacité de 50 à 79 % [...] et, sans emploi, bénéficie pour seule ressource de l'allocation d'adulte handicapé [...].

Le premier mariage de la requérante [...] s'est achevé par un divorce [...].

Il convient aussi d'ajouter que la requérante est une enfant de la DDASS qui n'a pas connu ses parents [...].

Dès lors la requérante est apparue comme une proie facile pour M. Y, [...] son cadet. Il a en effet démontré avoir pour seul objectif de s'installer durablement en France [...] ⁴.

Dans cette perspective, prendre la parole au sein du mouvement *Les Amoureux au ban public* contribue à se réapproprier sa propre histoire, souvent galvaudée par l'administration, et exprimer la consternation provoquée par le sentiment de ne plus avoir d'intimité et de se sentir l'objet d'un jugement moral.

Témoigner pour sensibiliser, sans se faire piéger par les impératifs des médias

Les Amoureux au ban public veille à favoriser la diffusion par tous moyens des témoignages recueillis auprès des institutions, des élus et du grand public. Les

enjeux de cette diffusion, identifiés avec les couples qui ont accepté que leur parole soit portée publiquement, sont nombreux : il s'agit de révéler les obstacles imposés par la loi et les pratiques administratives, autant que l'arbitraire des décisions et leur impact sur la vie de famille.

Dans les premières années du mouvement, de 2007 à 2010 notamment, de nombreux collectifs se sont en effet constitués autour de situations particulières nécessitant une mobilisation militante. Ont résulté de ces initiatives de nombreuses actions relayées par les médias, avec presque systématiquement le récit de l'histoire du couple, bien souvent livré sous la forme d'une interview.

Le témoignage revêt dans ce cas une fonction stratégique dans la mesure où il permet aux couples franco-étrangers de bénéficier d'un écho plus vaste dans la défense de leur cause. Dans un certain nombre de situations, lorsque le témoignage est recueilli par un journaliste et diffusé par les voies officielles de la presse locale ou nationale il constitue une forme de garantie d'obtenir une écoute de la part de leurs interlocuteurs (mairie, préfecture, consulat, ministère), un moyen de pression qui vient s'ajouter aux démarches juridiques et militantes.

Depuis janvier, C se bat pour pouvoir se marier avec A. En situation irrégulière, il a été dénoncé aux autorités, mettant en suspens le mariage de ce couple mixte. Pourtant, les bans ont été publiés en mairie et l'hypothèse du mariage blanc écartée par la police mais A se trouve désormais au centre de rétention.

« On a essayé de me dissuader de me marier. »

En couple depuis quatre ans avec A, la jeune femme fait face à de nombreux détracteurs. En cause ? Leur futur mariage, soupçonné d'être un mariage blanc. Une accusation démentie par la jeune femme qui se bat sans relâche avec la justice française. En vain pour l'instant. Depuis le 17 avril, A dort au centre de rétention, avec le risque grandissant d'être renvoyé dans son pays d'origine.

Tout commence en janvier 2013. Le couple dépose un dossier matrimonial à la mairie de Toulouse. Mais la relation entre cette Française et cet homme étranger de 29 ans, dérange. « Un de mes proches n'a pas hésité à dénoncer la situation d'A au ministère de l'Intérieur », déplore C. Dès lors, le dossier est transmis au procureur de la République afin de vérifier qu'il ne s'agisse pas d'un mariage blanc. Une pratique « souvent appliquée pour les couples mixtes mais loin d'être obligatoire », explique Charlotte Rosamond, animatrice du mouvement *Les Amoureux au ban public* (créé en 2007 à l'initiative de la Cimade).

Dans d'autres villes, ce sont parfois les mairies qui signalent de façon systématique le dossier matrimonial d'un couple mixte au procureur. « Ici, les mairies ne le font pas automatiquement. Seules quelques petites communes de l'agglomération ont recours à ces pratiques », explique Pierre Grenier, délégué régional de la Cimade, sans pour autant indiquer toutes les mairies concernées.

« On ne sait plus du tout dans quel cadre on se trouve, puisque la question du mariage n'est même plus abordée. »

Pour C, la bataille judiciaire commence. Au départ, « personne ne nous a prévenus de la saisie du dossier par le procureur de la République, alors que la loi le stipule clairement », regrette la jeune femme. Pire, le 7 février, la mairie lui aurait envoyé un courrier, précisant que leur dossier de mariage était à l'étude. Un mensonge pour C : « Ils savaient très bien qu'il était saisi depuis une semaine ».

Très vite, les auditions se succèdent. C est entendue deux fois, à quelques jours d'intervalle, pour manque d'informations. La deuxième audition dure 2 h 40 : « On a essayé de me dissuader de me marier. Les brigadiers rigolaient ensemble. » Pour C, c'est de l'acharnement. Et pour cause, « la personne qui nous a dénoncés a des relations dans la police. C'est une machination », s'offusque-t-elle.

“La justice me déçoit”

En avril, A est convoqué à son tour. La suite logique, afin de vérifier les intentions des deux futurs époux, pense la jeune femme. « En réalité, la Police aux frontières a déjà statué sur notre mariage. Cinq minutes à peine après le début de l'interrogatoire, le brigadier nous assure que l'avis est favorable. Les bans ont même été publiés en mairie ». Cependant, la Police aux frontières garde le jeune homme afin de « vérifier sa situation administrative ».

C flaire le piège. Faute de papiers en règle, A est directement placé au centre de rétention de, avec une obligation de quitter le territoire.

« La préfecture était censée nous envoyer un courrier, que l'on n'a jamais reçu. » « La justice me déçoit », clame la jeune femme qui rappelle le cauchemar de son compagnon pour obtenir des papiers en France : « A est arrivé sur le sol français en 2002 avec un visa étudiant. Ses papiers ont expiré en 2010. Aujourd'hui il est toujours scolarisé ». Même son de cloche du côté d'A : « Je croyais aux valeurs françaises. Finalement je suis très déçu. Je suis étudiant en France depuis longtemps. J'y ai passé une grande partie de ma vie d'adulte. J'ai fait les démarches à la préfecture pour renouveler mon titre de séjour. En 2011, j'y suis allé cinq fois entre octobre et janvier. Seulement voilà, affirme-t-il, la préfecture était censée nous envoyer un courrier, que l'on n'a jamais reçu. »

« Tout ce que je demande c'est de me marier dans mon pays, avec l'homme que j'aime. »

Une pétition rassemble plus de 4 700 signatures.

Aujourd'hui, A dort toujours au centre de rétention, dans l'attente d'une décision de justice. Problème, signale Charlotte Rosamond : « Le procureur n'a toujours pas communiqué sa décision. Et ce, malgré l'envoi de plusieurs courriers ». D'après l'article 175-2 du code civil, le procureur peut surseoir, pour une durée d'un mois, renouvelable une fois, à la célébration du mariage, pour procéder à une enquête. « Celle-ci a commencé depuis mi-février, explique C. Il aurait dû donner une réponse courant avril. »

La jeune femme ne compte pas se laisser faire face au mutisme des administrations. Elle a déjà saisi le Tribunal de grande instance, qui a rejeté la requête, et compte désormais faire appel. Par ailleurs, une pétition, publiée sur le site du

mouvement *Les Amoureux au ban public*, a déjà rassemblé plus de 4 700 signatures. « S'il le faut, j'irai jusqu'à faire une grève de la faim, affirme C. Tout ce que je demande c'est de me marier dans mon pays, avec l'homme que j'aime ⁵. »

Porter la parole des couples franco-étrangers permet également de mener campagne sur le plan des mentalités en déconstruisant les préjugés véhiculés par les discours politiques et les raccourcis fréquemment propagés par voie médiatique.

Durant plusieurs décennies, en particulier sous l'ère Sarkozy (ministre de l'intérieur puis président de la République), un large auditoire s'est progressivement acclimaté aux déclarations aussi nombreuses que nauséabondes assimilant l'immigration familiale à un phénomène subit, et les mariages franco-étrangers à des unions intéressées voire malveillantes.

Peu à peu, les expressions « mariage blanc » et « mariage gris » se sont insinuées dans le langage commun sans pour autant que le phénomène ne soit clairement identifié et évalué, contribuant ainsi à renforcer les idées reçues et prédisposant les esprits à une lecture biaisée et stigmatisante de la réalité des familles binationales.

L'ascension fulgurante de la méfiance et de la suspicion notamment envers les couples franco-étrangers a marqué les représentations collectives, les pratiques des fonctionnaires de l'état et plus globalement « l'opinion publique ». La montée de l'extrême droite dans les scrutins des élections régionales de l'hiver 2015 vient malheureusement confirmer ce constat.

Aujourd'hui, tout le paradoxe revient pour les couples franco-étrangers à trouver une place dans le flux d'informations liées aux migrations internationales et aux drames qui surviennent quotidiennement, tout en préservant l'intégrité des propos reportés. Il est fréquent que des « appels à témoins » soient transmis au mouvement dans l'espoir de recueillir la parole de couples franco-étrangers. Néanmoins il est rarement question d'y évoquer les difficultés administratives et l'action des couples au sein du mouvement, nous constatons que ces appels ont la plupart du temps pour objet la mixité ethnique et religieuse ou dans certains cas de faire état de situations dramatiques (dénonciation, expulsion, séparation...) avec une pointe de sensationnalisme, dénotant un regard quelque peu figé sur la question des couples mixtes.

Présentation de mon projet de documentaire sur les mariages mixtes

Produit par Ligne de Front, une société de production basée à Paris, et spécialisée dans l'enquête et les programmes société. C'est un film qui rentrera dans la case Zone Interdite sur M6. C'est un vrai programme de société, avec un vrai travail journalistique, pas de sensationnel, ni de *show off*.

Dans le cadre d'un reportage sur les mariages mixtes, produit par la société Ligne de Front, nous recherchons des couples qui se marient en 2015 et qui accepteraient

de partager leur expérience. Le mariage est un moment phare dans la vie d'un couple, et encore plus lorsqu'il s'agit de s'unir quand on n'a pas la même culture ou religion. Le mariage cristallise parfois toutes les tensions qui sont inhérentes à cette mixité : parfois la famille n'est pas d'accord, parfois c'est la religion qui rend les choses compliquées (choix de la cérémonie, organisation du repas...) parfois l'autre n'est pas tout à fait accepté. Mais parfois aussi, tout se passe très bien, et les traditions de chacun sont là pour concilier tout le monde, et faire évoluer les mentalités. Aussi nous cherchons à suivre des couples très différents avant le mariage, pour comprendre comment on organise un mariage mixte, puis pendant, pour montrer des mariages hauts en couleur, riche de la diversité. Et enfin, pour certains, après le mariage, pour comprendre les nouveaux enjeux à venir.

Il s'agit d'un beau film sur les personnes qui s'aiment au-delà des différences et des clichés. Nous voulons faire un film informatif, un film concernant pour tous les Français, puisqu'aujourd'hui un mariage sur trois est mixte en France. Si vous pensez que votre union peut permettre de faire évoluer les choses, de montrer un aspect trop peu connu de cette mixité, n'hésitez pas me contacter [...].

Régulièrement, certains couples expriment le besoin de voir leurs difficultés révélées par voie de presse. Il est pourtant primordial pour *Les Amoureux au ban public* de ne pas céder aux impératifs de la société du spectacle et de l'image, et à cette consommation effrénée de l'information de masse.

Sylviane S. : « Merci à vous pour avoir publié mon témoignage, merci à vous *Les Amoureux du banc public* d'être là pour nous [...] c'est vrai que les médias ne parlent jamais des dossiers bloqués au tribunal administratif de Nantes pourtant il le faudrait car beaucoup de gens ne savent pas notre calvaire et il faut faire cesser tous ces abus !!! »

Elisabeth S. : « Je compatis à cette souffrance que nous vivons nous aussi car notre fille a épousé un étranger elle aussi. Malgré la constitution d'un dossier conforme, des anomalies ont été relevées dans les documents civils de son époux. Mariés depuis un an... ils sont empêchés de vivre leur droit à vivre ensemble... La question : comment faire savoir cela aux médias... comment sensibiliser la population de notre pays à cette intolérable injustice faite à des citoyens qui n'ont commis aucun délit... Les médias NE PARLENT JAMAIS DES 25 000 COUPLES MIXTES QUI ONT UN DOSSIER BLOQUÉ À NANTES !

En effet, l'équilibre entre la défense de la vie privée (dénoncer l'intrusion de l'administration et de l'État dans l'intimité des couples est une des premières revendications portées par le mouvement *Les Amoureux au ban public*) et la diffusion de témoignages dévoilant les expériences personnelles des couples est parfois délicat à préserver, tant la déconvenue peut être difficile à vivre selon la qualité du travail journalistique et les retombées de l'article ou du reportage.

Réinventer le témoignage

La pluralité des supports mis à disposition des couples franco-étrangers leur permet de témoigner de leur situation ou de leur opinion selon le mode d'expression qui est le plus adapté à leurs besoins et leurs envies.

Outre la mise en relation avec les médias qui résulte à la rédaction et à la diffusion d'articles web ou de presse écrite, à la participation de couples à des émissions de radio ou à des reportages télévisés, *Les Amoureux au ban public* privilégie depuis la naissance du mouvement la réalisation de projets créatifs. Ainsi, avec le soutien d'artistes et de techniciens ils sont en capacité de produire leurs propres supports, tout en conservant la maîtrise du contenu, des choix de mise en forme, et de la diffusion qui en sera faite.

Nous, couples et familles aux multiples origines et nationalités,

Nous qui vivons notre vie de famille en France ou ailleurs,

Nous voulons dire haut et fort : Nous sommes ici !

Alors que le climat ambiant est nauséabond, que le racisme et le rejet de l'autre fédèrent, en particulier de l'étranger, du supposé étranger, de celui qui « ressemble » à un étranger...

Nous voulons dire haut et fort : Nous sommes ici !

Alors que l'extrême droite ne cesse de progresser, que des voix se font entendre pour affirmer que nos familles multiculturelles ou binationales seraient une menace...

Nous voulons dire haut et fort : Nous sommes ici !

Alors que dans son projet de loi sur l'immigration récemment présenté au conseil des ministres, le gouvernement ne propose aucune avancée significative pour les couples et familles franco-étrangers,

Nous voulons dire haut et fort : Nous sommes ici !

Rien ne nous empêchera de nous aimer, de nous unir, de construire notre famille...

Que nous vivions en France ou ailleurs, nous voulons pouvoir le faire dans le respect de nos choix, de nos droits, de notre vie privée, et de notre intimité ⁷.

Cette multiplicité d'outils vise également à sensibiliser des publics variés, notamment celui des jeunes nés dans l'ère du numérique (sites internet, réseaux sociaux, format vidéo), et surtout un public qui ne serait pas uniquement celui de sympathisants du mouvement *Les Amoureux au ban public*, ou de militants agissant pour la défense des droits des étrangers.

Différents projets sont actuellement en gestation : création d'une émission de radio diffusée régulièrement via une web radio parisienne (musique du monde, promotion de la mixité culturelle et sociale, témoignages de couples sur leurs difficultés face à l'administration, diffusion des informations sur les actions du

mouvement...) réalisation d'une vidéo de présentation du mouvement (objectifs, activités récurrentes, actions ponctuelles, dimension collective), réalisation d'un court-métrage d'animation reprenant des extraits de l'ouvrage « Haut les cœurs ! » ...

À travers ces nouveaux projets, *Les Amoureux au ban public* illustre plus largement l'évolution qui s'opère au sein même du mouvement. Au départ centré essentiellement sur les difficultés préoccupant de façon concrète les couples mixtes (attente incertaine d'une décision administrative, conditions restrictives prévues par la loi, dialogue parfois difficile avec les agents administratifs...), le mouvement veille désormais à promouvoir des thématiques sociétales plus larges. Les thèmes abordés dans l'ouvrage *Haut les cœurs !* en sont révélateurs car ils vont au-delà des démarches et procédures administratives pour raconter aussi la réaction de leur entourage, la transmission culturelle à travers les générations, le parcours familial en évoquant le passé d'un parent...

Ma chère Naomi,

Alors voilà, tu es née à Paris un soir d'été. Et même si la chaleur et la moiteur de l'air t'en ont rapproché, tu es venue au monde bien loin du Togo natal de ta maman.

Tu tiens dans le creux de mon bras, mais je ne peux déjà m'empêcher de penser que le jour viendra où la mixité de tes origines deviendra pour toi source de réflexion, et qui sait d'inspiration. Tu te poseras certainement des questions sur le parcours de tes parents, mon histoire et celle de ta maman, et la place consacrée au métissage en France. Et par conséquent, la tienne. Lorsque ce jour viendra, ces mots t'aideront à comprendre ce que signifie se construire en tant que couple mixte au sein de la Patrie des Droits de l'Homme.

Nous n'avons pas pu nous empêcher de sourire à la portée symbolique de la date que tu as choisie pour ton arrivée : le 14 juillet. Un sympathique pied de nez, comme un message envoyé. D'une certaine manière, ta venue au monde a résonné, en sus de la consécration de notre amour et du désir simple de construire une famille, comme la célébration d'un chemin parcouru.

C'est ce chemin que je souhaite te conter. Rien de rocambolesque, rien de dramatique, simplement le parcours administratif *a minima* que doit traverser un couple franco-étranger pour vivre ensemble sereinement⁸. »

Tandis que l'éventail des modes d'expression proposés par le mouvement aux couples franco-étrangers pour faire entendre leur voix s'étend, trop peu de ressortissants étrangers – qui sont pourtant les personnes directement visées par les entraves administratives –, prennent encore la parole aujourd'hui pour parler de leur situation. Cette carence mérite d'être interrogée : est-elle due uniquement à un problème formel de communication d'un point de vue du langage, ou est-elle le reflet d'un malaise plus profond, d'un sentiment d'illégitimité à prendre la

parole lorsqu'on est étranger dans la société qu'est aujourd'hui la nôtre ?

La question demeure pleinement ouverte au sein du mouvement.

C'est le défi auquel est encore confronté *Les Amoureux au ban public* dans sa volonté de préserver et développer la dimension participative du mouvement.

Quelle ne fut ma surprise lorsqu'on m'a dit que je n'y avais pas droit étant Algérien...

Tout commence lorsque je rencontre Alexandra, 23 ans, le 20 juillet 2014. J'étais sans papiers mais entre nous ce fut le coup de foudre. J'étais sans papiers à Paris et elle une Rouennaise. Très vite on s'installe ensemble chez un de mes amis à Rouen (lui-même algérien) pendant un mois puis dans notre appartement le 5 octobre dernier.

Celle qui est aujourd'hui ma femme a voulu qu'on aille se marier afin que je puisse finir mes études ici et que je puisse également travailler. Quelques jours plus tard, nous prîmes rendez-vous à la mairie où nous sommes domiciliés et tout s'est parfaitement bien déroulé ! Nous nous sommes mariés un samedi, le lundi d'après – et après avoir constitué mon dossier – je me présente à la préfecture de Rouen à 9h du matin pour que mon tour vienne à 12h15... Me présentant au guichet, la préposée m'a demandé sèchement mon passeport, et en voyant que mon visa de court séjour n'était plus valide, elle me donne une feuille rose sur laquelle figure une liste d'autres pièces à fournir (plus d'une dizaine en tout) et me somme d'envoyer mon dossier par courrier sans possibilité d'avoir un récépissé de dépôt de dossier, sauf si je retourne en Algérie pour y demander un visa de long séjour. En posant cette question : « et qui s'occupera de ma femme si je repars pour plus d'un mois en Algérie ? », la réponse qu'a eue cette dame a fini de m'achever : « vous savez, ce n'est pas 1 mois ou deux qui vont la tuer ! » Je pris la direction de la sortie résigné et démoralisé ! Ma femme m'a avoué avoir honte pour son pays. Pays des droits humains qui ne soucie même pas de sa ressortissante qui sera séparée de son mari pendant un mois ou deux ! Bref, ne trouvant pour le moment aucune aide autour de moi, tout ce que je peux faire c'est témoigner espérant secrètement que ça aidera à changer quelque chose⁹.

NOTES

1. Message électronique de J.S en couple franco-russe, 25 Septembre 2015.
2. Extraits d'un témoignage publié dans le rapport d'observation « Peu de meilleur, trop de pire », 2008, p. 42.
3. Extrait d'entretien mené dans le cadre du projet de publication du rapport d'observation en lien avec l'action de Lutte contre les discriminations de la région Île-de-France.
4. Extrait anonymisé d'un mémoire en défense du Ministère de L'Intérieur, dans le cadre d'un recours suite à un refus de visa long séjour demandé en tant que conjoint de français.
5. Article anonymisé à la demande du couple, initialement publié sur le site Carré d'info.
6. Commentaires Facebook posté le 26 février 2016 sur la page *Les Amoureux au ban public* suite à la diffusion

d'un témoignage.

7. Texte d'appel publié en présentation du site participatif « Nous sommes ici ! », mis en ligne en août 2014

8. Extrait « La normalité indignante », lettre de Bastien publiée en 2015 dans l'ouvrage « Haut les cœurs ! »

9. Témoignage de Yacine, publié sur le site *Les Amoureux au ban public* le 17 décembre 2014.

Bibliographie

« Couples franco-étrangers : des mariages comme les autres », Guide juridique à l'attention des maires et agents d'état civil réalisé et publié par *Les Amoureux au ban public*, 2016.

Haut les cœurs ! Lettres d'Amoureux au ban public, Éditions La ville brûle ; Recueil des témoignages de 14 couples franco-étrangers, 2015.

Massamba DIADHIOU, « L'Amour au ban », Acoria éditions, 2012 ; pièce de théâtre en cinq actes abordant avec humour et dérision le quotidien vécu par les couples mixtes en France

« Peu de meilleur et trop de pire », Rapport d'observation édité par la Cimade, 2008.

Filmographie

« *Les Amoureux au ban public* - Le film », réalisé par Nicolas FERRAN, Film documentaire présentant les témoignages de 13 couples franco-étrangers, 2012.

Discographie

Projet musical « Les Amoureux des bancs publics », Rodolphe BURGER (s.l.d.) et avec la participation de Jacques Higelin, 2009 ; reprise de la chanson de Brassens « Les Amoureux des bancs publics », enregistrement d'une version sonore de la « Déclaration Universelle des Droits des Amoureux » et réalisation un clip musical.

Réseaux sociaux/ Web

Site participatif « Nous sommes ici » offrant à tous les couples franco-étrangers la possibilité de poster une photo et un texte, 2014.

Page Facebook (depuis 2010) : <https://www.facebook.com/Lesamoureuxaubanpublic/>

Site internet (depuis 2008) : <http://www.amoureuxauban.net/>

A venir : chaîne Youtube *Les Amoureux au ban public*.